



SNUIPP-FSU
128, Bd Auguste Blanqui
75013 PARIS
Tél. 01 44 08 69 30
Fax 01 44 08 69 40

CONGRES FSU - LILLE 2010

1er février 2010 : Journée d'ouverture

Intervention de Gilles MOINDROT,
pour le SNUipp

Quelques mois après notre dernier congrès, un nouveau président de la République était élu, et une politique désastreuse et des choix drastiques étaient imposés à l'ensemble des services publics et à l'école.

En défilant avec un chameau, samedi dernier, nous avons cherché à dire qu'il n'est pas question pour le SNUipp, comme pour la FSU, de continuer une longue traversée du désert, où année après année, les postes sont supprimés par milliers, les contre réformes s'ajoutent les unes aux autres Avec à la clé une baisse de niveau du Produit Intérieur Brut de 1 % consacré à l'Education. (*Voir Note d'informations Ministère de l'éducation nationale, Le coût de l'éducation 2008, parution janvier 2009*)

L'école est au régime sec, et certains veulent nous faire croire que la réussite de tous les élèves est un mirage. Détrompons-les, réfléchissons, ensemble, lors de ce congrès, à quelles initiatives prendre, à quelles stratégies adopter pour mettre en échec, notamment, le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui partent en retraite, qui marque tous nos secteurs, de la RGPP à la réforme de la formation des enseignants.

La liste est longue des mesures annoncées par le président de la République et le ministre Xavier Darcos. Impressionnante. Certains collègues ont parlé de pluies d'enclumes ... Le ministre n'a eu de cesse de décrier les résultats des élèves pour mieux dresser l'opinion publique et les parents d'élèves contre l'école et ses valeurs.

Quand on songe à la réorganisation de la semaine scolaire que vient de critiquer l'Académie de médecine, aux programmes plus « simples » mais à la fois plus lourds et au contenu culturel appauvri, à la mise en place d'évaluations dont le mode de codage attribue la même mention à l'élève qui réussit 8 multiplications sur

dix et à celui qui n'en réussit qu'une ! A la publication des résultats des élèves école par école annoncée par le président de la République lui-même, à la volonté de supprimer les dispositifs des Rased, à la mise en place du Service Minimum d'Accueil pour tenter de diminuer le nombre de grévistes, aux atteintes au droit syndical, aux propos méprisants vis des collègues de maternelle qui scolarisent les tous petits : Souvenez-vous ... « les couches - culottes »... Sans compter l'annonce de la mise en place des EPEP dans le premier degré, et enfin la réforme de la formation des maîtres qui a soulevé une critique générale.

Dans le même temps, le nombre d'élèves augmente dans les écoles, les 1600 postes créés ne doivent pas faire illusion : la mastérisation provoque indirectement un manque de 3500 postes et plus de 50 000 élèves ne peuvent plus être scolarisés en école maternelle.

Ce noir tableau a provoqué des ripostes d'une rare ampleur : de la grève du 20 novembre 2008 aux 250 000 signataires de la pétition en faveur des Rased, en passant par les mobilisations interprofessionnelles, et par les milliers de réunions locales organisées dans les écoles et les quartiers

De nombreuses configurations, unitaires et différentes, ont été mises en place : avec la FSU, en intersyndicale du premier degré avec le Se-UNSA et le Sgen-CFDT, avec les fédérations de l'éducation ou avec l'ensemble des partenaires de l'école. Travail sur les programmes avec les chercheurs, et pétition avec des associations de spécialistes ; mouvement d'opinion et large pétition avec les syndicats du premier degré, les associations d'enseignants spécialisés, la FCPE et la PEEP en faveur des Rased ; manifestation nationale de la FSU ou manifestation unitaire ; appel à la grève dans le premier degré ou mouvement des fédérations de l'éducation, de la fonction publique ou interprofessionnelle ... Le SNUipp n'a eu de cesse de créer le rassemblement le plus large pour gagner l'opinion.

Le dogme budgétaire n'a certes pas été remis en cause, mais, rappelons-le, après les sifflets au congrès des maires de France et les excuses aux enseignantes de maternelle, fait suffisamment rare pour être souligné, le gouvernement a été conduit à quelques reculades. La mobilisation des enseignants a permis que la publication des résultats école par école ne soit plus à l'ordre du jour, que 1200 postes sur les 3000 RASED prévus aient été préservés, que les EPEP ne soient pas mis en place, que les enseignants de maternelle soient redevenus formidables aux yeux du ministre

La capacité de résistance de la profession est forte. Lors des élections professionnelles, le désaveu du ministre a été patent avec une progression du

SNUipp de 2% grâce aux 47% des votes exprimés recueillis, faisant par la même progresser la FSU dans le secteur de l'éducation.

Le SNUipp appelle les enseignants des écoles à faire plus que résister, à continuer d'innover dans leurs pratiques professionnelles, à se rassembler lors de centaines de réunions avec les chercheurs pour mieux se former et transformer l'école ; le succès de l'université d'automne que nous organisons chaque année ne se dément pas.

Si le bulldozer ministériel provoque une véritable déstabilisation professionnelle, c'est que le métier est devenu plus complexe et exige plus d'ambition pour tous. Comme le dit Edgard Morin, *« la nouvelle mission est non seulement d'enseigner à affronter individuellement les problèmes de la vie, mais aussi à comprendre les problèmes de sa nation jusqu'à ceux de la planète. Cela nécessite une conscience des périls et des problèmes de l'humanité, une conscience planétaire et universaliste. On va effectivement vers une régénération très importante du rôle de la connaissance et enseigner une connaissance que j'appelle complexe »*. C'est ce défi qui redonne du courage, de l'ardeur à vivre, du sens à sa mission à l'enseignant.

Si le ministère reconnaît qu'un enseignant pour 4 ou 5 élèves, cela peut-être efficace, alors, pourquoi ne pas l'expérimenter pendant le temps de classe, lorsque les savoirs se construisent plutôt que d'attendre les difficultés. Plutôt qu'un traitement après coup, il serait plus efficace de traiter collectivement le moment d'apprentissages : c'est le sens du « plus de maîtres que de classes » que porte le SNUipp.

On est loin de cette approche quand on songe que l'administration, dans son aveuglement anti-pédagogique, est allée jusqu'à supprimer les documents produits par la Main à la Pâte du site ministériel Trop pédagogue sans doute un scientifique comme Georges Charpak, prix Nobel de physique !

Déstabilisation d'autant plus grande que chacun sait, dans l'exercice de son métier, que les inégalités sont de plus en plus prenantes. Les évaluations internationales PISA et PIRLS I montrent, selon Baudelot et Establet, que notre école, dont les résultats se situent dans la moyenne internationale, a une proportion importante d'élèves faibles ou très faibles. Notre système scolaire est extrêmement sensible à l'origine sociale des élèves. Comment comprendre le silence du ministère sur les ZEP? Le SNUipp et la FSU doivent relancer des initiatives sur cette question.

La conception actuelle des programmes et du métier d'enseignant, minimaliste, marque profondément la réforme de la formation des enseignants.

Le SNUipp est favorable à une reconnaissance au niveau du master du métier d'enseignant. Mais, il estime que dès la première année du master, l'ensemble des compétences disciplinaires, pédagogiques et professionnelles doivent être intégrées dans la formation, que les stages d'observation ou de responsabilité progressives doivent être préparés, suivis et donner lieu à un travail de formation. On en est loin avec la suppression de l'année de PE2 ; Comment comprendre qu'un lauréat du concours puisse être nommé en pleine responsabilité en septembre 2010 alors qu'il n'aura peut-être jamais effectué un seul stage en école ? Qui pourrait bien avoir cette idée folle de confier un train à un étudiant qui n'aurait passé qu'un examen théorique, sans conduire ?

Qui pourrait avoir cette idée folle de confier le soin d'un malade à un médecin qui n'aurait réussi que des examens écrits, sans contacts avec des malades ? Qui, à part Xavier Darcos et Luc Chatel ?

Face à la pression des personnels, le ministre vient enfin de reconnaître le bien-fondé de certains nos arguments et propose, qu'à la rentrée, les nouveaux enseignants soient accompagnés pendant les deux premiers mois d'exercice. Demi-mesure certes, mais qui, pour les étudiants, permettra une meilleure entrée dans le métier. Le SNUipp mènera l'action avec les étudiants pour que cette mesure s'applique dans tous les départements, que nous obtenions sa pérennisation les années prochaines et que l'IUFM participe à l'organisation de la formation. **Ce sont ces exigences que nous porterons lors de la première réunion du groupe de travail qui se tiendra mercredi 10 février.**

Dénoncer la suppression dans les décrets du rôle de l'IUFM et de la formation professionnelle ne nous empêche pas de chercher, pieds-à-pieds, à arracher au ministère des mesures plus favorables aux étudiants et aux jeunes enseignants car ce sont nos élèves qui, en fin de compte, en bénéficieront.

En matière éducative, la FSU et ses syndicats doivent proposer des initiatives à tous nos partenaires. Elle doit chercher à construire des mouvements largement majoritaires et construire des alternatives. Loin des aspirations élitistes de ceux qui tirent un trait sur la réussite de tous et s'accommodent des 150 000 jeunes qui sortent du système éducatif sans qualification, elle doit chercher à construire un mouvement qui porte une nouvelle démocratisation du système éducatif. Ne pourrait-on pas engager sur cette question une votation citoyenne qui permettent à chacun de s'exprimer, en faisant voter à la porte de chaque établissement tous les usagers de notre service public ? Quelles que soient les modalités d'action que nous

pourrons proposer à l'issue de ce congrès, c'est notre capacité à rassembler, à faire vivre le **U** de FSU qui permettra de construire un mouvement d'ampleur.

Retraites, éducation, fonction publique, emplois, les chantiers ne manquent pas ; le SNUipp a besoin d'une FSU offensive, plus que jamais unitaire, capable d'être la cheville ouvrière d'actions d'ampleur. C'est à l'écoute des personnels, au plus près de leurs préoccupations, en renforçant notre organisation (et le SNUipp est heureux de compter environ 2000 adhérents de plus qu'au congrès précédent) que nous pourrons contribuer à construire un espoir et une ambition pour tous.

Lille, le 1er février 2010

Contact presse : Mathilde RADZION 06 40 14 02 52